

Il a ensuite soulevé le problème du bœuf en disant qu'on importait d'Argentine du bœuf à moitié précuit. Je lui signale qu'il s'agit de bœuf entièrement cuit contenu dans des boîtes scellées ou des emballages scellés de polythène.

J'aimerais remercier le comité de m'avoir permis de dépasser mon temps de parole. Si j'ai oublié des questions, je m'en excuse et j'essaierai d'y répondre au cours des minutes qui vont suivre.

• (9.40 p.m.)

**M. McCutcheon:** Monsieur le président, je n'essaierai pas de retenir indûment les délibérations, mais j'aimerais poser quelques questions au ministre. Deux d'entre elles concernent des postes dus à l'initiative de son prédécesseur, l'ancien ministre de l'Agriculture. Premièrement, il s'agit de la somme de \$60 l'acre pour la non-culture de la betterave à sucre—c'est un programme d'abandon progressif. Cela touche indirectement le ministre, car peu après la convocation du Parlement, en septembre, je lui ai demandé quand les agriculteurs pouvaient espérer recevoir le versement de \$60 promis par le ministre précédant le 10 juin, 15 jours avant les élections fédérales. Il m'a répondu que le versement avait été retenu faute de renseignements sur les agriculteurs admissibles. La réponse était acceptable. Environ un mois plus tard j'ai posé la même question. Le ministre m'a informé que la liste des agriculteurs admissibles avait été reçue et que le ministère l'étudiait. J'ai naturellement déduit que le versement viendrait bientôt. En fait, on l'avait laissé entendre. Je suis patient. J'ai attendu un autre mois avant de reprendre ma question. Le ministre m'a alors répondu que le versement ne pouvait être effectué avant d'avoir été approuvé par le Parlement. Bref, l'engagement du ministre précédent de l'Agriculture envers les agriculteurs du Sud-Ouest de l'Ontario ne valait pas le papier sur lequel il était écrit. Je ne blâme aucunement le ministre actuel, et je m'en tiendrai là s'il peut m'assurer que ces crédits contiennent des dispositions pour que les versements soient expédiés promptement.

**L'hon. M. Olson:** Nous avons étudié la question, à savoir si nous pouvons légalement verser ces montants sans qu'un poste ou un crédit supplémentaire l'autorise. Le ministère de la Justice nous informe qu'il nous faudra une rallonge budgétaire. Je suis disposé à en présenter une. J'aimerais dire à l'hon. représentant que nous avons toutes les données nécessaires pour déterminer quel montant global sera requis et cela devrait s'établir à un peu moins de un million de dollars.

[L'hon. M. Olson.]

J'aimerais faire une mise au point. Il ne s'agit pas de faire un versement «pour la non-culture de la betterave à sucre»; il s'agit d'aider les gens à songer à d'autres récoltes, pendant la période de transition, parce qu'une usine a fermé ses portes. Et cela n'était pas la responsabilité du gouvernement fédéral.

**M. McCutcheon:** J'accepte cette explication de bon gré. Si le ministre avait bien écouté, il m'aurait entendu employer l'expression «programme d'abandon progressif».

J'aimerais mentionner en outre le versement final pour la dernière récolte de 1967; autrement dit, le versement pour règlement de tout compte. D'ordinaire, ce dernier versement est fait beaucoup plus tôt. En 1965, on l'a fait vers la fin d'octobre, tout juste avant d'autres élections fédérales. Pourquoi alors le retard? Je crois savoir que cela relève de l'Office de stabilisation et de ce fait nous n'avons pas à attendre de rallonge.

**L'hon. M. Olson:** Le député aimerait-il que je lui réponde avant qu'il poursuive?

**M. McCutcheon:** Volontiers.

**L'hon. M. Olson:** Il est vrai que des paiements définitifs ont déjà été versés plus tôt, mais pas en vertu de la formule actuelle, et il nous faut de plus amples renseignements avant de pouvoir verser le dernier paiement. Nous espérons toutefois pouvoir le faire bientôt—peut-être d'ici deux ou quatre semaines. Le député jugera par lui-même si cela est assez tôt. Nous n'avons pas besoin de faire approuver un crédit pour ces paiements; nous disposons actuellement de l'autorité voulue.

**M. McCutcheon:** Je vous remercie. Il y a un autre point que j'aimerais signaler; le ministre y a fait allusion cet après-midi. J'allais justement lui demander ce qui était advenu de la Commission d'enquête Barber sur les machines agricoles. Elle remonte si loin dans le temps qu'en la créant on lui a donné le nom de commission. J'ai remarqué cet après-midi que le ministre la désignait sous le nom de groupe d'étude, conformément à la nomenclature moderne. Il me semble que nous devrions avoir reçu un rapport intérimaire à ce sujet. Si on en avait présenté un, les fermiers n'auraient peut-être pas été obligés d'importer des tracteurs du Royaume-Uni, pour épargner environ \$2,000 et \$3,000 par tracteur. Nous avons certes le droit de connaître les causes de cet écart manifeste entre